

# VEILLE RÉGLEMENTAIRE

## Environnement

### Fiche VRE.05

### Prélèvement en eau et qualité de l'eau

Code de la santé publique (L 1321-1 à L.1321-10 et R.1321-1 à R1321-63) transpose en droit français les dispositions de la directive n° 98/83/CE du 3 novembre 1998 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine (EDCH)

Article L.214-1 du code de l'environnement soumet à un régime d'autorisation ou de déclaration un certain nombre d'opérations selon leurs caractéristiques

Articles R. 214-1 à 5 du code de l'environnement listent les Installations, Ouvrages, Travaux ou Activités soumis à autorisation ou à déclaration au titre de la loi sur l'eau.

Articles R.214 -6 à 31 du code de l'environnement précisent la procédure d'instruction des autorisations et articles R214-32 à 40 la procédure dossier de déclaration

Article R 214-57 et 58 du code de l'environnement

Article 131 du code minier

Directive 98/83/CE fixe au niveau européen des exigences à respecter au sujet de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine transposée aux articles R1321-1 à 5 du code de la santé publique

Règlement (CE) n° 178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire instituant l'Autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires.

Règlement (CE) n° 852/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires.

Loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques

Décret du 17 juillet 2006 n°2006-881 relatif à la nomenclature eau abrogé et recodifié au R214-1 du code de l'environnement

Arrêté du 11 septembre 2003 relatif aux prélèvements soumis à déclaration au titre de la rubrique 1.1.2.0 en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement.

Arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux utilisées dans une entreprise alimentaire ne provenant pas d'une distribution publique, pris en application des articles R1321-10, R1321-15 et R1321-16 du code de la santé publique

*Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.*

Date de MAJ : 21/08/2019

1/13

Arrêté du 20 juin 2007 concernant la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine

Arrêté du 21 novembre 2007 concernant les Modalités de prise en compte de la surveillance des eaux destinées à la consommation humaine dans le cadre du contrôle sanitaire

Décret n° 2008-652 du 2 juillet 2008 relatif à la déclaration des dispositifs de prélèvement, puits ou forages réalisés à des fins d'usage domestique de l'eau et à leur contrôle ainsi qu'à celui des installations privatives de distribution d'eau potable

Arrêté du 17 décembre 2008 fixant les éléments à fournir dans le cadre de la déclaration en mairie de tout prélèvement, puits ou forage réalisés à des fins d'usage domestique de l'eau

Circulaire du 9 novembre 2009 relative à la mise en œuvre du contrôle des ouvrages de prélèvement, puits et forages, des ouvrages de récupération des eaux de pluie ainsi que des installations privatives de distribution d'eau potable en application de l'arrêté du 17 décembre 2008

Arrêté du 21 août 2008 relatif à la récupération des eaux de pluie et à leur usage à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments

Article R. 2224-19-4 du code général des collectivités territoriales

Ordonnance du 26 janvier 2017 n°2017-80 relative à l'autorisation environnementale complète le livre Ier par le titre VIII du code de l'environnement et donne en Annexe : Guide technique relatif à la réforme de l'autorisation environnementale (« kit de mise en œuvre de l'autorisation environnementale ») diffusé aux services le 21 avril 2017

Décret du 26 janvier 2017 n°2017-81 relatif à l'autorisation environnementale (Procédure)

Décret du 26 janvier 2017 n°2017-82 relatif à l'autorisation environnementale (Pièces du dossier de demande)

Décret du 18 septembre 2018 n°2018-797 relatif à la demande d'autorisation environnementale donnant la liste des pièces Art.1 : Dossier IOTA, Art.2 : Dossier ICPE

## 1. Démarches de déclaration de forage ou puit domestique

### 1.1 Cas de prélèvements inférieurs à 1000 m<sup>3</sup> d'eau par an

Tout prélèvement inférieur ou égal à 1 000 m<sup>3</sup> d'eau par an, qu'il soit effectué par une personne physique ou une personne morale est assimilé à un usage domestique de l'eau et qu'il le soit au moyen d'une seule ou de plusieurs installations.

Caractéristique du prélèvement	Régime administratif du forage ou du Puits	Régime administratif du prélèvement	Démarche administrative
Prélèvement annuel < 1 000 m <sup>3</sup> /an	Déclaration en mairie	Non soumis à procédure	Déclaration en Mairie

*Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.*

Date de MAJ : 21/08/2019

2/13

Depuis le 1er janvier 2009, tout particulier ou industriel au sens de la définition ci-dessus, utilisant ou souhaitant réaliser un ouvrage de prélèvement d'eau souterraine (puits ou forage) à des fins d'usage domestique doit déclarer cet ouvrage ou son projet en mairie. Tout nouvel ouvrage réalisé depuis le 1er janvier 2009 doit faire l'objet de cette déclaration au plus tard 1 mois avant le début des travaux.

Les ouvrages existants au 31 décembre 2008 doivent être déclarés avant le 31 décembre 2009.

La déclaration est faite par le propriétaire de l'ouvrage ou, s'il est différent, son utilisateur. Elle indique notamment :

- Les nom et adresse du propriétaire de l'ouvrage et, le cas échéant, ceux de l'utilisateur ;
- La localisation précise de l'ouvrage et ses principales caractéristiques ;
- Le ou les usages auxquels l'eau prélevée est destinée ;
- S'il est prévu que l'eau prélevée sera utilisée dans un réseau de distribution d'eau intérieur à une habitation ;
- S'il est prévu que tout ou partie de l'eau obtenue de l'ouvrage sera rejetée dans le réseau public de collecte des eaux usées.

Le déclarant complète la déclaration dans un délai d'un mois suivant l'achèvement des travaux en communiquant au maire :

- La date à laquelle l'ouvrage a été achevé ;
- Les modifications éventuellement apportées à l'un des éléments de la déclaration initiale ;
- Une analyse de la qualité de l'eau lorsque l'eau est destinée à la consommation humaine, au sens de l'article R. 1321-1 du code de la santé publique. Le prélèvement et l'analyse sont effectués par un laboratoire agréé par le ministère chargé de la santé.

La déclaration peut être réalisée en remplissant le formulaire en ligne téléchargeable à l'adresse suivante : [https://www.formulaires.modernisation.gouv.fr/gf/cerfa\\_13837.do](https://www.formulaires.modernisation.gouv.fr/gf/cerfa_13837.do). Ce formulaire devra être déposé à la mairie de la commune concernée.

## 2. Nomenclature IOTA - Prélèvements

L'extrait de nomenclature ci-dessous donne les rubrique et régime en fonction du volume prélevé et du lieux de prélèvement

1.1.1.0. Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau (D).

1.1.2.0. Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant :

- 1° Supérieur ou égal à 200 000 m<sup>3</sup>/ an (A) ;
- 2° Supérieur à 10 000 m<sup>3</sup>/ an mais inférieur à 200 000 m<sup>3</sup>/ an (D).

1.2.1.0. A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, prélèvements et installations et ouvrages permettant le

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 21/08/2019

3/13

prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe :

- 1° D'une capacité totale maximale supérieure ou égale à 1 000 m<sup>3</sup>/ heure ou à 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (A) ;
- 2° D'une capacité totale maximale comprise entre 400 et 1 000 m<sup>3</sup>/ heure ou entre 2 et 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (D).

1.2.2.0. A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, dans un cours d'eau, sa nappe d'accompagnement ou un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe, lorsque le débit du cours d'eau en période d'étiage résulte, pour plus de moitié, d'une réalimentation artificielle. Toutefois, en ce qui concerne la Seine, la Loire, la Marne et l'Yonne, il n'y a lieu à autorisation que lorsque la capacité du prélèvement est supérieure à 80 m<sup>3</sup>/ h (A).

1.3.1.0. A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article L. 211-2, ont prévu l'abaissement des seuils :

- 1° Capacité supérieure ou égale à 8 m<sup>3</sup>/ h (A) ;
- 2° Dans les autres cas (D).

### 3. Déclaration IOTA

#### 2.1 Cas des prélèvements supérieurs à 1000 m<sup>3</sup> d'eau par an

Une demande d'autorisation ou de déclaration d'utilisation de l'eau se fait pour les eaux de forage autres que les eaux domestiques selon la réglementation IOTA (Installations, Ouvrages, Travaux et Aménagements soumis à autorisation ou à déclaration par la législation sur l'eau).

La loi distingue l'ouvrage (le forage) du prélèvement (la consommation d'eau annuelle). Il se peut que la création du forage soit soumise à déclaration alors que la consommation d'eau associée ne le soit pas.

#### 3.1.1 Prélèvement en nappe souterraine

Caractéristique du prélèvement	Régime administratif du forage ou du Puits	Régime administratif du prélèvement	Démarche administrative
Prélèvement annuel compris entre 1 000 m <sup>3</sup> /an et 10 000 m <sup>3</sup> /an	Déclaration en DDTM (Direction départementale des Territoires et de la Mer)	Non soumis à procédure	Déclaration à la DDTM
Prélèvement annuel	Déclaration en DDTM	Déclaration en DDTM	Déclaration à la DDTM

*Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.*

Date de MAJ : 21/08/2019

4/13

compris entre <b>10 000 m<sup>3</sup>/an et 200 000 m<sup>3</sup>/an</b>			
Prélèvement annuel <b>&gt; 200 000 m<sup>3</sup>/an</b>	Autorisation en DDTM	Autorisation en DDTM	Dossier d'autorisation (conforme aux dispositions de l'article R 214-6 du code de l'environnement)

### 3.1.2 Prélèvement en nappe d'accompagnement d'un cours d'eau ou en rivière

Caractéristique du prélèvement	Régime administratif du prélèvement	Démarche administrative
Capacité de prélèvement <b>&lt; 400 m<sup>3</sup>/h ou &lt; 2 % du débit (*) du cours d'eau</b>	Non soumis	Néant
Capacité de prélèvement comprise entre <b>400 m<sup>3</sup>/h et 1 000 m<sup>3</sup>/h ou entre 2 % et 5 % du débit(*) du cours d'eau</b>	Déclaration en DDTM	Imprimé de déclaration simplifiée
Capacité de prélèvement <b>≥ 1 000 m<sup>3</sup>/h ou ≥ 5 % du débit(*) du cours d'eau</b>	Autorisation en DDTM	Dossier d'autorisation (conforme aux dispositions de l'article R 214-6 du code de l'environnement)

(\*) (Q.M.N.A.5) Débit d'étiage du cours d'eau = Débit Mensuel Minimal Annuel de fréquence sèche de récurrence cinq ans

### 3.1.3 Prélèvements (Forages - Pompage en rivières - dérivation d'un cours d'eau etc...) en zone de répartition des eaux (Z.R.E.)

Caractéristique du prélèvement	Régime administratif du prélèvement	Démarche administrative
Capacité de prélèvement <b>&lt; 8 m<sup>3</sup>/h</b>	Déclaration en DDTM	Imprimé de déclaration simplifiée
Capacité de prélèvement <b>≥ 8 m<sup>3</sup>/h</b>	Autorisation en DDTM	Dossier d'autorisation (conforme aux dispositions de l'article R 214-6 du code de l'environnement)

### 3.1.4 Les ouvrages de récupération de l'eau de pluie

Si vous envisagez de rejeter des eaux issues des ouvrages de récupération d'eau de pluie dans le réseau d'assainissement collectif, vous devez le déclarer en mairie. Ceci pour être en conformité avec la législation : voir l'article 5 de l'arrêté du 21 août 2008 relatif à la récupération des eaux de pluie et à leur usage à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments et l'article R. 2224-19-4 du code général des collectivités territoriales.

## 3.2 Cas des prélèvements supérieurs à 10 000 m<sup>3</sup> par an

*Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.*

Si le volume prélevé par forage est supérieur à 10 000 m<sup>3</sup>/ an, la démarche de déclaration s'impose. Les dispositions prises pour l'implantation, l'exploitation, le suivi, la surveillance et la mise à l'arrêt des ouvrages de prélèvement doivent être conformes aux dispositions indiquées dans l'arrêté du 11 septembre 2003 relatif aux prélèvements soumis à déclaration au titre de la rubrique 1.1.2.0 en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement.

Cette déclaration, remise **en trois exemplaires**, comprend :

1- Le nom et l'adresse du demandeur ;

2 - L'emplacement sur lequel l'installation, l'ouvrage, les travaux ou l'activité doivent être réalisés ;

3 - La nature, la consistance, le volume et l'objet de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou de l'activité envisagés, ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles ils doivent être rangés ;

4- Un document d'incidences :

a) Indiquant les incidences du projet sur la ressource en eau, le milieu aquatique, l'écoulement, le niveau et la qualité des eaux, y compris de ruissellement, en fonction des procédés mis en œuvre, des modalités d'exécution des travaux ou de l'activité, du fonctionnement des ouvrages ou installations, de la nature, de l'origine et du volume des eaux utilisées ou affectées et compte tenu des variations saisonnières et climatiques ;

b) Comportant, lorsque le projet est de nature à affecter de façon notable un site Natura 2000 au sens de l'article L. 414-4, l'évaluation de ses incidences au regard des objectifs de conservation du site ;

c) Justifiant, le cas échéant, de la compatibilité du projet avec le schéma directeur ou le schéma d'aménagement et de gestion des eaux et de sa contribution à la réalisation des objectifs visés à l'article L. 211-1 ainsi que des objectifs de qualité des eaux prévus par l'article D. 211-10 ;

d) Précisant s'il y a lieu les mesures correctives ou compensatoires envisagées.

Ce document est adapté à l'importance du projet et de ses incidences. Les informations qu'il doit contenir peuvent être précisées par un arrêté du ministre chargé de l'environnement.

Lorsqu'une étude d'impact ou une notice d'impact est exigée en application des articles R. 122-5 à R. 122-9, elle est jointe à ce document, qu'elle remplace si elle contient les informations demandées ;

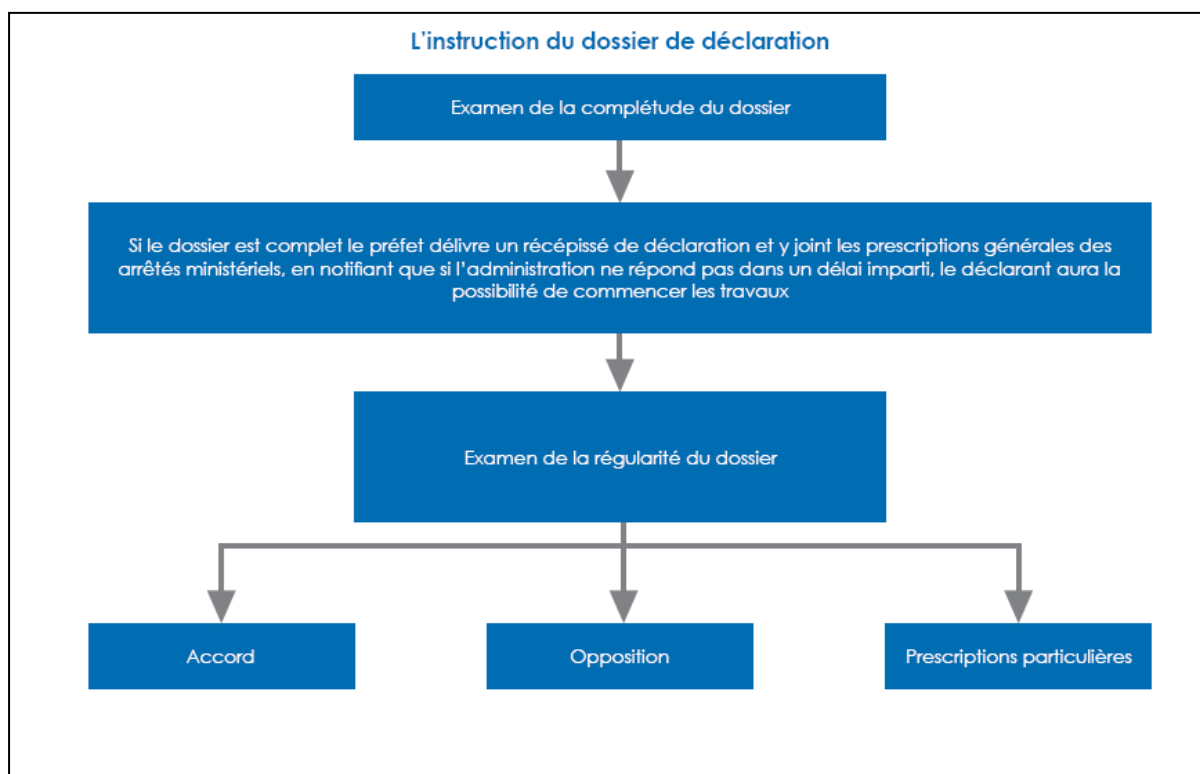
5- Les moyens de surveillance ou d'évaluation des prélèvements et des déversements prévus ;

6- Les éléments graphiques, plans ou cartes utiles à la compréhension des pièces du dossier, notamment de celles mentionnées aux 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup>.

*Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.*

Date de MAJ : 21/08/2019

6/13



*Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.*

Date de MAJ : 21/08/2019

7/13

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé quotidiennement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup>/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.

Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code.

En cas de raccordement sur un réseau public ou d'alimentation par un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.

Toute réalisation de forage est conforme avec les dispositions de l'article 131 du code minier et de l'arrêté du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature fixée dans l'article R. 214-1 du code de l'environnement.

Lors de la réalisation de forages en nappe, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.

En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines.

La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.

## **4. Démarche d'Autorisation – IOTA**

Pour les prélèvements supérieur ou égal à 200 000 m<sup>3</sup>, il s'agit d'une démarche d'autorisation environnementale unique IOTA et ICPE. (Voir Fiche VRE.03 ICPE Autorisation)

## **5. Surveillance et maîtrise de la qualité des eaux**

Dans les entreprises agro-alimentaires, sont considérées comme eaux destinées à la consommation humaine, les eaux utilisées à des fins de fabrication (y compris le lavage du matériel en contact avec le produit), de traitement, de conservation ou de mise sur le marché de produits ou substances destinés à être consommés par l'homme et qui peuvent affecter la salubrité de la denrée alimentaire finale.

### **5.1 Eau provenant d'une ressource privée**

#### **Responsabilité de l'exploitant du secteur alimentaire :**

*Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.*

Date de MAJ : 21/08/2019

8/13



Pour sa part, « l'exploitant du secteur alimentaire est responsable de la qualité de cette eau depuis le point de raccordement (compteur) jusqu'au point d'utilisation » (robinet, tuyau d'arrosage, etc.).

Ce programme d'analyse n'est pas défini réglementairement. L'exploitant met en place, si nécessaire, un programme d'analyses microbiologiques et physico-chimiques des eaux sans préjudice des dispositions relatives au contrôle sanitaire. Il est de sa responsabilité d'établir un programme d'analyses dont la nature et la fréquence découlent d'une analyse des dangers.

Il revient donc à l'exploitant d'apporter la preuve de la maîtrise de la qualité de l'eau dans le cadre de son plan de maîtrise sanitaire.

A ce titre, elles doivent satisfaire aux exigences de qualité définies par la réglementation, soit les exigences de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux utilisées dans les entreprises alimentaires ne provenant pas du réseau public de distribution pris en application des articles R.1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique).

Des analyses, bactériologiques et physico-chimiques, régulières de l'eau au point d'usage, doivent être réalisées, à la charge de l'entreprise dans le cas d'un forage ou d'un puits privé

## 5.2 Eau provenant du réseau public

Responsabilité du responsable de la distribution publique d'eau :

Il appartient au responsable de la distribution publique d'eau (par exemple, la régie municipale, la structure intercommunale ou le délégataire de service public) de fournir une eau potable au point de délivrance à l'abonné.

Cette personne publique ou privée devra faire une demande d'utilisation d'eau à la préfecture. Le résultat du contrôle sanitaire des eaux distribuées par le réseau public sont consultables en mairie.

Pour cela, des contrôles de potabilité de l'eau doivent être effectués, à des fréquences qui dépendent du débit journalier et de la population desservie.

Le contrôle sanitaire est effectué par les ARS (Agence Régionale de Santé). Les entreprises du secteur alimentaire utilisant exclusivement l'eau du réseau public ne font pas l'objet d'un contrôle spécifique des eaux par l'ARS.

Si l'établissement est alimenté à partir du réseau public, les résultats d'analyses sont disponibles auprès des mairies ou sur le site Internet, les résultats sont donnés commune par commune :

<https://solidarites-sante.gouv.fr/sante-et-environnement/eaux/eau>.

L'eau utilisée pour débarrasser le produit de ses contaminants physiques (terres, cailloux, ...) ou chimiques se charge progressivement en éléments indésirables. On pourra utiliser de l'eau recyclée pour les premiers stades de lavage, en surveillant visuellement sa qualité et en la renouvelant régulièrement pour améliorer la maîtrise de sa qualité.

Les opérations de lavage devront être suivies d'un dernier rinçage avec de l'eau potable.

## 5.3 Contenu des analyses types des échantillons d'eau

Deux types d'analyses sont définis pour les eaux utilisées dans les entreprises alimentaires ne provenant pas d'une distribution publique :

- l'analyse de type R correspond au programme d'analyses de routine ;

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

- l'analyse de type C correspond au programme d'analyses complémentaires à effectuer permettant d'obtenir le programme d'analyses complet (R + C).

*Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.*

Date de MAJ : 21/08/2019

10/13

R	C L'analyse de type C est à faire en complément d'une analyse de type R
<p><i>Paramètres microbiologiques</i></p> <p>Bactéries sulfito-réductrices, y compris les spores (1). Bactéries coliformes. Entérocoques. <i>Escherichia coli</i>. Numération de germes aérobies revivifiables à 22 °C et 37 °C. <i>Pseudomonas aeruginosa</i>.</p> <p><i>Paramètres physico-chimiques et organoleptiques</i></p> <p>Aluminium (2). Ammonium (NH<sub>4</sub><sup>+</sup>). Aspect, couleur, odeur, saveur. Conductivité. Fer (2). Nitrates (NO<sub>3</sub><sup>-</sup>). Nitrites (NO<sub>2</sub><sup>-</sup>). pH. Température. Turbidité.</p>	<p><i>Paramètres chimiques</i></p> <p>Acrylamide (4). Antimoine. Arsenic (3). Baryum (Ba) (3). Benzène (3). Benzo[a]pyrène (3). Bore (3). Bromates (si l'eau subit un traitement d'ozonation ou de chloration). Cadmium (Cd). Calcium (3). Carbone organique total. Chlorites (si l'eau subit un traitement au dioxyde de chlore). Chlorures (Cl<sup>-</sup>) (3). Chlorure de vinyle (3). Chrome (Cr). Cuivre (Cu). Cyanures totaux (3). 1,2-dichloroéthane (3). Epichlorhydrine (4). Equilibre calcocarbonique (5). Fluorures (F<sup>-</sup>) (3). Hydrocarbures aromatiques polycycliques : benzo[b]fluoranthène, benzo[k]fluoranthène, benzo[g,h,i]pérylène et indéno[1,2,3-cd]pyrène (3). Hydrocarbures dissous ou émulsionnés (uniquement à la ressource) (3). Magnésium (3). Manganèse (3). Mercure (Hg) (3). Nickel. Pesticides (les pesticides susceptibles d'être présents doivent être recherchés en priorité) (3). Plomb. Sélénium (Se) (3). Sodium (3). Sulfates (3). Tétrachloroéthylène et trichloroéthylène (3). Trihalométhanes : chloroforme, bromoforme, dibromochlorométhane et bromodichlorométhane (si l'eau subit un traitement de chloration). Titre alcalimétrique complet (3).</p> <p><i>Paramètres indicateurs de radioactivité</i></p> <p>Tritium (3, 6). Activité alpha globale (3, 6). Activité bêta globale (3, 6).</p>

(1) Seulement nécessaire si les eaux proviennent d'eaux superficielles ou sont influencées par celles-ci.

(2) Nécessaire lorsque le paramètre est utilisé comme agent de floculation. Pour le fer, l'analyse est également nécessaire lorsqu'un traitement de déferrisation est mis en oeuvre. Lorsque le programme d'analyses complet (R + C) est réalisé, l'analyse du fer et de l'aluminium doit être effectuée.

(3) La recherche de ces paramètres peut être adaptée dans les conditions mentionnées à l'article 3-III et 3-IV du présent arrêté.

(4) La limite de qualité se réfère à la concentration résiduelle en monomères dans l'eau, calculée conformément aux spécifications de la migration maximale du polymère correspondant en contact avec l'eau.

(5) Les concentrations en calcium, magnésium et potassium doivent être exprimées par le laboratoire d'analyses concomitamment au calcul de l'équilibre calcocarbonique.

(6) Afin de déterminer l'activité bêta globale résiduelle, le potassium doit être recherché concomitamment à la mesure des paramètres radiologiques. La mesure du potassium est réalisée lors de la mesure de l'équilibre calcocarbonique.

En cas de valeurs supérieures à 0,1 Bq/L (activité alpha globale) ou 1,0 Bq/L (activité bêta globale), il est procédé à l'analyse des radionucléides spécifiques définis dans l'arrêté mentionné à l'article R. 1321-20.

*(Source : Annexe I de l'Arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux utilisées dans une entreprise alimentaire ne provenant pas d'une distribution publique, pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique)*

*Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.*

Date de MAJ : 21/08/2019

11/13

### 5.3.1 Avant la mise en service

Les résultats d'analyse à transmettre au préfet sont :

- pour les installations délivrant un débit inférieur ou égal à 10 m<sup>3</sup>/j : une analyse de type R. Toutefois, si le préfet estime qu'un paramètre ne figurant pas dans l'analyse de type R est susceptible d'être présent dans l'eau à une concentration élevée, ce paramètre peut être ajouté à l'analyse ;
- pour les installations délivrant un débit supérieur à 10 m<sup>3</sup>/j : une analyse complète de type R + C.

### 5.3.2 Après la mise en service

La fréquence annuelle des analyses pour le contrôle de la qualité est fonction du débit :

Fréquences annuelles des prélèvements et d'analyses		
DÉBIT	FRÉQUENCE ANNUELLE	
	C (1)	R
≤ 3 m <sup>3</sup> /j.....	0,1 (2)	2
> 3 m <sup>3</sup> /j et ≤ 10 m <sup>3</sup> /j.....	0,2 (2)	2
> 10 m <sup>3</sup> /j et ≤ 100 m <sup>3</sup> /j.....	0,5 (2)	3
> 100 m <sup>3</sup> /j et ≤ 1 000 m <sup>3</sup> /j.....	1	6
> 1 000 m <sup>3</sup> /j et ≤ 10 000 m <sup>3</sup> /j.....	1 + 1 par tranche de 3 300 m <sup>3</sup> entamée	4 + 3 par tranche de 1 000 m <sup>3</sup> entamée
> 10 000 m <sup>3</sup> /j et ≤ 100 000 m <sup>3</sup> /j.....	3 + 1 par tranche de 10 000 m <sup>3</sup> entamée	
> 100 000 m <sup>3</sup> /j.....	10 + 1 par tranche de 25 000 m <sup>3</sup> entamée	
(1) L'analyse de type C est à faire en complément d'une analyse de type R. (2) 0,1, 0,2 et 0,5 correspondent respectivement à une analyse tous les 10 ans, tous les 5 ans et tous les 2 ans.		

(Source : Annexe II de l'Arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux utilisées dans une entreprise alimentaire ne provenant pas d'une distribution publique, pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique)

## 6. Autres obligations liées aux prélèvements

### 6.1 Évaluation des volumes prélevés

Les volumes d'eau prélevés doivent être mesurés par un dispositif approprié (art R 214-57 du code de l'environnement). Pour les forages où les puits ce dispositif est obligatoirement équipé d'un compteur volumétrique.

*Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.*

## 6.2 Fréquence de relevé et consignation des volumes

La fréquence de relevé des dispositifs de mesure est :

- Mensuel si le volume total est  $< 1000 \text{ m}^3/\text{an}$  ;
- Hebdomadaire si le débit est  $< 100 \text{ m}^3/\text{j}$  selon Article 27 de l'arrêté du 14 décembre 2013 ;
- Journalier si le débit est  $> 100 \text{ m}^3/\text{j}$  selon Article 27 de l'arrêté du 14 décembre 2013.

Pour en savoir plus, vous pouvez consulter : <https://solidarites-sante.gouv.fr/sante-et-environnement/eaux/eau>

Les bilans qualité de l'eau des différents réseaux de distribution vont contenir :

- La qualité microbiologique de l'eau du robinet ;
  - Les nitrates dans l'eau du robinet ;
  - Les pesticides dans l'eau du robinet ;
  - La qualité radiologique de l'eau du robinet ;
  - Le plomb et l'eau du robinet ;
- Les substances émergentes dans l'eau du robinet :
- Les résidus de médicaments dans les eaux ;
  - Les composés perfluorés ;
  - Les perchlorates.

*Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.*

Date de MAJ : 21/08/2019

13/13